

T3

FINANCIÈRE CANACCORD INC.

ANNONCE SES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010 AUX ACTIONNAIRES

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 4 février 2010 – Les produits de Financière Canaccord Inc. pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 terminé le 31 décembre 2009 se sont établis à 173,2 millions \$, en hausse de 98,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 40,0 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 s'est établi à 15,1 millions \$, en hausse de 124,2 % par rapport au trimestre précédent et en hausse comparativement à une perte nette de 62,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent¹. Le résultat par action (RPA) dilué pour le T3/10 a été de 0,27 \$, comparativement à une perte diluée par action de 1,27 \$ au T3/09¹ et à un RPA dilué de 0,12 \$ au trimestre précédent. Au sujet des résultats du trimestre, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : «Nos résultats du troisième trimestre ont de quoi nous rendre fiers. Nous affichons une excellente croissance des produits, une hausse notable de la rentabilité et des gains significatifs du rendement des capitaux propres. Toutefois, nous demeurons déterminés à améliorer notre rendement d'exploitation, convaincus que nous pouvons faire davantage pour étendre notre solide plateforme mondiale et produire une valeur durable pour les actionnaires.»

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

- produits de 173,2 millions \$, en hausse de 98,6 %, ou de 86,0 millions \$, par rapport à 87,2 millions \$;
- charges de 150,9 millions \$, en baisse de 5,5 %, ou de 8,7 millions \$, contre 159,6 millions \$¹;
- bénéfice net de 15,1 millions \$, comparativement à une perte nette de 62,4 millions \$¹;
- rendement des capitaux propres (RCP) annualisé de 15,2 %, en hausse par rapport à (64,3) %;
- RPA dilué de 0,27 \$, comparativement à une perte diluée par action de 1,27 \$¹.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2010

- produits de 173,2 millions \$, en hausse de 40,0 %, ou de 49,5 millions \$, par rapport à 123,7 millions \$;
- charges de 150,9 millions \$, en hausse de 30,2 %, ou de 35,0 millions \$, en regard de 115,9 millions \$;
- bénéfice net de 15,1 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 6,7 millions \$;
- RCP annualisé de 15,2 %, en hausse par rapport à 6,9 %;
- RPA dilué de 0,27 \$, comparativement à un RPA dilué de 0,12 \$.

Comparaison des données depuis le début de l'exercice 2010 (neuf mois terminés le 31 décembre 2009) avec les données de la période correspondante de l'exercice 2009 (neuf mois terminés le 31 décembre 2008)

- produits de 434,4 millions \$, en hausse de 17,2 %, ou de 63,7 millions \$, par rapport à 370,7 millions \$;
- charges de 388,2 millions \$, en baisse de 8,6 %, ou de 36,4 millions \$, par rapport à 424,6 millions \$¹;
- bénéfice net de 31,0 millions \$, comparativement à une perte nette de 51,3 millions \$¹;
- RCP annualisé de 10,6 %, en hausse par rapport à (18,0) %;
- RPA dilué de 0,56 \$, comparativement à une perte diluée par action de 1,05 \$¹.

1) Les charges au T3/09 comprenaient des éléments importants de 51,1 millions \$ liés au rajustement à la juste valeur des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), à la provision et au rajustement à la juste valeur au titre du programme de secours à l'intention des clients, à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, et aux frais de restructuration. Exclusion faite des éléments importants, la perte nette s'est établie à 16,2 millions \$ au T3/09, la perte diluée par action a été de 0,33 \$ et les charges ont atteint de 108,5 millions \$. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2008, la perte nette s'était établie à 5,2 millions \$, la perte diluée par action avait été de 0,11 \$ et les charges avaient atteint 373,5 millions \$, exclusion faite des éléments importants.

TABLE DES MATIÈRES

Canaccord annonce ses résultats du troisième trimestre de 2010	1	Bilans consolidés intermédiaires	23	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	25
Message aux actionnaires	3	États des résultats consolidés intermédiaires	24	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	26
Rapport de gestion	5	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	25	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	27

Situation financière à la fin du troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

- solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 782,6 millions \$, en hausse de 98,1 millions \$ par rapport à 684,5 millions \$;
- fonds de roulement en hausse de 41,4 millions \$, passant de 285,6 millions \$ à 327,0 millions \$;
- total des capitaux propres de 400,7 millions \$, en hausse de 42,7 millions par rapport à 358,0 millions \$;
- valeur comptable diluée par action ordinaire de 7,00 \$ à la fin de la période, en hausse de 9,9 %, ou de 0,63 \$, en regard de 6,37 \$;
- le 3 février 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 mars 2010 aux actionnaires inscrits le 26 février 2010.

Faits saillants de l'exploitation :

- Canaccord Adams a dirigé ou codirigé 61 opérations à l'échelle internationale qui ont permis de mobiliser un produit total de 3,6 milliards \$² pour nos clients au cours du T3/10.
- Canaccord Adams a participé à un total de 140 opérations à l'échelle internationale qui ont permis de mobiliser un produit total de 12,0 milliards \$² au cours du T3/10.
- Au cours du T3/10, Canaccord Adams a dirigé ou codirigé les opérations de financement par actions suivantes :
 - une opération de 172,5 millions \$ CA pour Compton Petroleum Corporation à la Bourse de Toronto;
 - un premier appel public à l'épargne de 129,7 millions \$ US pour DragonWave Inc. à la NASDAQ;
 - une opération de 113,5 millions \$ CA pour TransAtlantic Petroleum Ltd. à la Bourse de Toronto;
 - une opération de 99,5 millions \$ US pour Telvent GIT S.A. à la NASDAQ;
 - une opération de 75 millions \$ CA pour PetroDorado à la Bourse de croissance TSX;
 - une opération de 72,7 millions £ pour Petra Diamonds Limited à l'AIM de la LSE;
 - une opération de 59,2 millions \$ US pour Northern Oil & Gas à la NYSE AMEX;
 - une opération de 57,0 millions \$ CA pour Exeter Resources Corporation à la Bourse de Toronto;
 - une opération de 56,7 millions \$ CA pour MBAC Opportunities and Financing Inc. à la Bourse de croissance TSX;
 - une opération de 50,0 millions £ pour Rockhopper Exploration plc à l'AIM de la LES.
- Canaccord a continué de se classer au premier rang au Canada pour ce qui est de la part de marché de négociation de blocs de titres à la Bourse de croissance TSX, qui a été de 16,8 % au T3/10, en hausse par rapport à 12,0 % au T3/09³.
- Canaccord Adams a réalisé cinq opérations de placement privé d'actions (PPA) aux États-Unis qui lui ont permis de mobiliser un produit de 123,0 millions \$ US au T3/10⁴.
- Actifs sous administration de 12,2 milliards \$, en hausse de 35,2 % par rapport à 9,0 milliards \$ à la fin du T3/09 et de 7,2 % par rapport à 11,4 milliards \$ à la fin du T2/10.
- Actifs sous gestion de 423 millions \$, en baisse de 6,8 % par rapport à 454 millions \$ à la fin du T3/09 et de 6,6 % par rapport à 453 millions \$ à la fin du T2/10.
- Au cours du trimestre, Gestion du patrimoine Canaccord a accueilli cinq succursales fonctionnant selon le modèle de gestion du patrimoine indépendante, à Gatineau, au Québec; à Toronto (Eglinton), en Ontario; à Orangeville, en Ontario; à Saskatoon, en Saskatchewan et à Prince George, en Colombie-Britannique. En outre, deux bureaux de gestion du patrimoine de la Société ont été convertis au modèle de gestion du patrimoine indépendante.
- À la fin du T3/10 (31 décembre 2009), Canaccord comptait 327 équipes de conseillers⁵, en baisse de 20 équipes par rapport à 347 au 31 décembre 2008, et en baisse de sept par rapport à 334 équipes au 30 septembre 2009. La diminution est principalement attribuable à un examen stratégique de notre division Gestion du patrimoine.
- Le 1^{er} décembre 2009, Canaccord Capital Inc. a été renommée Financière Canaccord Inc., afin de mieux traduire la portée croissante des activités de Canaccord dans le monde entier. Par conséquent, le 4 décembre 2009, les actions de la Société ont commencé à se négocier sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM.

Événements survenus après le 31 décembre 2009

- Le 4 janvier 2010, Gestion du patrimoine Canaccord a annoncé un ajout à sa solide gamme de produits de gestion du patrimoine, soit les portefeuilles FNB Canaccord total, ainsi que la participation de Rogerscasey Canada, un partenaire permettant d'assurer la diligence requise.
- Deux succursales de Gestion du patrimoine Canaccord, Campbell River, en Colombie-Britannique, et Naimo, aussi en Colombie-Britannique, se sont converties au modèle de gestion du patrimoine indépendante.
- Le 7 janvier 2010, Sagient Research Systems a classé Canaccord Adams au 5^e rang des *PIPE Market League Tables* en ce qui a trait au nombre d'opérations, et au 6^e rang du *US PIPE Market* quant au total des montants investis pour l'année civile 2009.
- Le 4 février 2010, Financière Canaccord a accueilli Charles N. Bralver au sein du conseil d'administration de la Société. M. Bralver possède près de 30 ans d'expérience dans le secteur mondial des services financiers, y compris en qualité d'associé fondateur et de vice-président du Conseil d'Oliver Wyman & Company, société internationale de conseil en gestion.

2) Source : FPinformart et données de la Société

3) Source : Canada Equity. Part de marché par volume de négociation

4) Source : Placement Tracker

5) Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Nos résultats du troisième trimestre ont de quoi nous rendre fiers. Canaccord a affiché une excellente croissance des produits, une hausse notable de la rentabilité et des gains significatifs du rendement des capitaux propres. Toutefois, nous demeurons déterminés à améliorer notre rendement d'exploitation, convaincus que nous pouvons faire davantage pour étendre notre solide plateforme mondiale et produire une valeur durable pour les actionnaires.

APERÇU FINANCIER

Les produits pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009 ont atteint 173,2 millions \$, en hausse de 98,6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2009. Nos charges, qui se sont établies à 150,9 millions \$, ont baissé de 5,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de nos charges autres que de rémunération par rapport aux produits a diminué à un niveau très encourageant de 24,3 %. Notre rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits a cependant été plus élevée que nos attentes en temps normal, en raison de nos investissements continus dans le recrutement des meilleurs talents qui soient dans des secteurs clés de notre entreprise.

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 15,1 millions \$ comparativement à une perte nette de 62,4 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Cette perte comprenait des charges non récurrentes élevées qui témoignaient de notre engagement à accorder la priorité à nos clients et à maintenir un bilan sain et robuste. Le résultat dilué par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 a été de 0,27 \$, contre une perte diluée par action de 1,27 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres annualisé de Canaccord s'est établi à 15,2 % pour le troisième trimestre, ce qui représente une forte amélioration par rapport à la période antérieure et au trimestre précédent, mais bien en deçà de notre objectif de 20 % pour le présent cycle conjoncturel.

CANACCORD ADAMS

Nous sommes satisfaits des résultats obtenus au cours du trimestre par notre division internationale des marchés des capitaux. Nos équipes du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni ont dirigé ou codirigé 61 opérations à l'échelle mondiale qui ont permis de mobiliser un produit total de 3,6 milliards \$ pour nos clients. Les produits de Canaccord Adams, qui se sont inscrits à 116,1 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, ont surclassé de 136 % les produits enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après les imputations de coûts intersectorielles, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices de Canaccord Adams s'est élevé à 25,6 millions \$, soit deux fois plus qu'au deuxième trimestre de l'exercice en cours.

Au Canada, Canaccord Adams a connu un trimestre très solide tant dans les activités de négociation de blocs de titres que les activités liées aux marchés des capitaux. Mentionnons parmi les opérations les plus importantes, l'émission d'actions d'une valeur de 172,5 millions \$ pour Compton Petroleum à la Bourse de Toronto et l'émission d'actions d'une valeur de 113,5 millions \$ pour TransAtlantic Petroleum, également à la Bourse de Toronto. D'autres opérations sont décrites à la section Faits saillants de l'exploitation, à la page 2 du présent rapport.

Notre équipe aux États-Unis a dégagé de bons résultats, les produits ayant dépassé de près de 37 % ceux enregistrés à la même période l'an dernier. Le groupe a dirigé deux émissions d'actions à la NASDAQ au cours du troisième trimestre : un premier appel public à l'épargne de 129,7 millions \$ US pour DragonWave Inc., et une opération de placement de 99,5 millions \$ US pour Telvent GIT S.A.

Les investissements que nous avons consacrés à l'établissement des équipes de gestion, de vente, de négociation et de recherche de Canaccord Adams au Royaume-Uni commencent à produire des résultats tangibles. Les produits ont bondi de 110 % au troisième trimestre par rapport à la période correspondante de 2009 et ont été beaucoup plus élevés qu'au deuxième trimestre de l'exercice en cours. Le groupe a dirigé un certain nombre d'importantes opérations de placement, dont 72,7 millions £ pour Petra Diamonds Limited et 50 millions £ pour Rockhopper Exploration plc. Les deux opérations ont été inscrites à l'AIM de la Bourse de Londres.

Au début de décembre, le ministre des Finances du Royaume-Uni a annoncé un impôt supplémentaire immédiat de 50 % sur les primes discrétionnaires de plus de 25 000 £ versées par les banques du pays. Nous croyons que l'application de cet impôt n'est pas justifiée dans le cas de Canaccord et d'autres sociétés de notre segment de marché, et nous avons bon espoir qu'en dernier ressort il ne sera pas appliqué. Nous ne négocions pas d'instruments d'emprunt complexes, nous ne sommes pas une entreprise de négociation spécialisée et nous ne prêtons pas d'argent ni ne recevons de dépôts. Et, contrairement aux grandes banques commerciales, que cible, selon nous, le ministre, nous n'avons pas accès aux plans de sauvetage de la Banque d'Angleterre – ni n'en avons besoin. Nous travaillons avec des conseillers afin de communiquer avec le ministère des Finances du Royaume-Uni et de réduire au minimum les incidences potentielles sur nos actionnaires et nos employés. Nous continuerons de surveiller et de gérer cette situation de près, en demeurant centrés sur le maintien d'une entreprise saine et rentable pour les clients, les actionnaires et les employés.

GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD

Nous sommes heureux des progrès réalisés dans notre secteur Gestion du patrimoine. Les produits se sont élevés à 51,7 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, en hausse de 54,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2009, et la meilleure performance de la division au chapitre des produits des six derniers trimestres. Après les imputations de coûts intersectorielles et avant les impôts, Gestion du patrimoine a inscrit une perte de 87 000 \$ au cours du trimestre. Il s'agit d'une importante amélioration en regard de la perte de 3,3 millions \$ enregistrée au deuxième trimestre de l'exercice en cours, et d'un bon indicateur des progrès réalisés par la division dans la poursuite de son objectif d'être une source constante pour la rentabilité de Canaccord.

Le succès initial de notre programme de gestion du patrimoine indépendante nous enthousiasme. Essentiellement le modèle de franchise de notre entreprise, la stratégie élargit considérablement la portée de nos efforts de recrutement et réduit les charges indirectes associées à l'exploitation du réseau de succursales de Gestion du patrimoine. Nous avons converti deux succursales au programme de gestion du patrimoine indépendante au cours du troisième trimestre, portant à sept le nombre total de succursales participant à ce programme à ce jour.

Nous continuons également d'investir dans les outils et les conseils dont les Canadiens ont besoin pour mieux gérer leur patrimoine. Au cours du trimestre, l'équipe a lancé un nouveau produit dans le cadre du Programme de conseils en placement CC appelé *portefeuilles FNB Canaccord total*. Les cinq portefeuilles FNB Canaccord total offrent aux clients un niveau de gestion du risque et un choix de titres généralement réservés aux grands investisseurs institutionnels. Les portefeuilles ont été élaborés avec la participation de Rogerscasey Canada, qui s'est joint à nous au cours du trimestre en tant que partenaire en matière de diligence et chargé de fournir une recherche et une analyse indépendantes de la plateforme de gestion institutionnelle de Canaccord.

De nouveaux produits et des marchés plus forts stimulent les gains au chapitre des actifs sous administration (ASA), même si les gains n'ont pas encore atteint le niveau nécessaire pour assurer notre rentabilité soutenue. À la fin du troisième trimestre, les ASA totalisaient 12,2 milliards \$, une augmentation de 35 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 7,2 % par rapport au dernier trimestre.

NOTRE VISION D'AVENIR

Comme nous l'avons annoncé au dernier trimestre, nous avons changé le nom de notre société pour celui de Financière Canaccord Inc., qui reflète mieux l'ampleur de nos activités mondiales. Le 4 décembre 2009, le titre de Canaccord a officiellement commencé à être négocié à la Bourse de Toronto, sous le symbole «CF», et à l'AIM, sous le symbole «CF.».

Nous envisageons l'avenir avec optimisme et prudence en ce qui a trait aux perspectives à court terme et aux possibilités qui s'offrent à notre secteur des marchés des capitaux. Mais, nous faisons montre d'encore plus de prudence quant aux incidences à plus long terme de la dynamique mondiale, comme l'excédent de liquidités, les cycles des produits de base et les cadres réglementaires en constante évolution, sur les évaluations du marché. Nous continuerons de faire preuve de vigilance à l'égard des tendances susceptibles de perturber les marchés, tout en continuant de cibler nos stratégies de contrôle des coûts, d'élargir notre part des marchés cibles et d'accroître la valeur de la Société pour les actionnaires. Comme toujours, nous sommes très reconnaissants envers nos dévoués partenaires qui sont les véritables artisans de notre évolution constante.

Le président et chef de la direction



PAUL D. REYNOLDS

RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre de l'exercice 2010, périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009 – document daté du 4 février 2010

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc., auparavant Canaccord Capital Inc. (Canaccord), vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009 sont aussi désignées par les termes «troisième trimestre de l'exercice 2010», «T3/10» et «période depuis le début de l'exercice 2010». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009 (états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés), qui commencent à la page 23 du présent rapport, la notice annuelle datée du 26 mai 2009 et le rapport de gestion annuel de 2009, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 (états financiers consolidés annuels vérifiés), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 20 mai 2009 (rapport annuel), déposé dans SEDAR le 26 mai 2009. Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2009, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés dans sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, mentionnons le rendement des capitaux attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), les actifs sous administration (ASA), les actifs sous gestion (ASG), les charges en pourcentage des produits et la valeur comptable diluée par action.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres et, par conséquent, la direction se sert du RCP comme mesure du rendement.

Les ASA et les ASG représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*¹. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments importants comprennent le rajustement à la juste valeur des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), les charges additionnelles des programmes de secours à l'intention des clients, le rajustement à la juste valeur des titres de PCAA achetés par la Société en vertu d'un programme de secours à l'intention des clients, la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que les frais de restructuration.

1) Connus auparavant sous les noms de *Programme Alliance et Gestion privée des placements*.

VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord (TSX : CF et AIM : CF), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto (TSX) et à l'AIM, dirigé par la LSE. La Société exerce ses activités dans les deux principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les marchés des capitaux mondiaux et la gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires de placements complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord.

Les activités de Canaccord sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

L'année civile 2009, bien qu'elle ait commencé en présentant des défis sans précédent, s'est terminée sur une note plus positive. Les faibles taux d'intérêt à court terme ont encouragé les participants au marché à obtenir des rendements dans toutes les catégories d'actifs. L'abondance des liquidités sur le marché a permis la reprise des activités de financement et a poussé les investisseurs à rechercher des produits à rendement élevé. Entre octobre et décembre 2009, de nombreux indices boursiers ont atteint des sommets depuis l'effondrement de Lehman, et la hausse des cours des actions a accru la valeur des régimes 401K et des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER). La forte reprise de l'activité économique en Chine a entraîné des placements dans des actifs durables et des actions liées à des actifs durables au détriment du dollar américain. La capitalisation boursière mondiale évaluée par Bloomberg a augmenté, passant de 25,6 billions \$ lors du creux de mars 2009 à 46 billions \$ au 31 décembre 2009. La croissance du patrimoine a favorisé la confiance des consommateurs et les principaux indicateurs économiques.

Toutefois, lors de la publication des données économiques mondiales en décembre, les investisseurs se sont davantage inquiétés de l'Europe et du risque de défaut souverain que du déficit budgétaire américain et de la faiblesse de la reprise. Les économies nord-américaines ont bénéficié des injections massives de liquidités des gouvernements, mais quelques pays plus petits (comme l'Australie, la Norvège et le Vietnam) ont augmenté les taux d'intérêt de crainte d'avoir surstimulé l'économie. La création d'emplois dans les pays développés, qui constitue l'une des principales mesures de la durabilité de la croissance économique, a été décevante. Bien que la croissance finale du PIB américain pour le trimestre devrait être bonne (sans être aussi forte que celles enregistrées par le passé), les améliorations dans le secteur manufacturier ont été entravées par les défis constants que présente le secteur des services, lequel représente près de 90 % de l'économie.

Même si l'émission de titres d'emprunt par les gouvernements et les sociétés a atteint un niveau record au cours du trimestre, les consommateurs ont diminué leur endettement et les petites entreprises sont demeurées prudentes. Au cours des prochains mois, une attention particulière sera accordée à la question essentielle de savoir comment les gouvernements réussiront à retirer de façon sécuritaire les liquidités qu'ils ont injectées dans les économies mondiales tout en atteignant un niveau de croissance adéquat en 2010.

Données sur le marché

Les valeurs de financement ont considérablement augmenté à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et à la NASDAQ, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Par rapport au trimestre précédent, les valeurs de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont reculé de 8,5 %, tandis qu'elles ont baissé de 21,6 % à la NASDAQ. L'AIM a connu une progression marquée des activités de financement par rapport à la désastreuse conjoncture du marché au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Valeur totale du financement par Bourse

	Octobre 2009	Novembre 2009	Décembre 2009	T3/10	Variation par rapport au T3/09	Variation par rapport au T2/10
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards de \$ CA)	6,1	8,0	4,1	18,2	31,9 %	(8,5)%
AIM (en milliards de £)	1,1	0,4	0,9	2,4	négl.	60,0 %
NASDAQ (en milliards de \$ US)	7,6	4,1	4,3	16,0	négl.	(21,6)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de l'AIM de la LSE, Equidesk
négl. : négligeable

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à l'AIM

(en millions de £, sauf les pourcentages)	Octobre 2009	Novembre 2009	Décembre 2009	T3/10	Variation par rapport au T3/09	Variation par rapport au T2/10
Pétrole et gaz	141,1 £	150,7 £	297,4 £	589,2 £	négl.	80,9 %
Mines	48,2	117,2	240,1	405,5	196,6 %	94,9 %
Pharmacologie et biotechnologie	8,0	7,2	15,9	31,1	négl.	1,0 %
Médias	0,4	12,7	1,1	14,2	273,7 %	(73,1)%
Technologie	11,5	8,4	25,9	45,8	249,6 %	20,8 %
Total (des secteurs pertinents)	209,2 £	296,2 £	580,4 £	1 085,8 £	503,9 %	65,7 %

Source : Statistiques de l'AIM de la LSE
négl. : négligeable

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	Octobre 2009	Novembre 2009	Décembre 2009	T3/10	Variation par rapport au T3/09	Variation par rapport au T2/10
Pétrole et gaz	1 451,8 \$	1 307,3 \$	863,2 \$	3 622,3 \$	138,3 %	59,6 %
Mines	452,6	1 300,3	1 507,7	3 260,6	négl.	(49,4)%
Biotechnologie	24,7	60,7	—	85,4	négl.	négl.
Médias	—	—	—	—	—	(100,0)%
Technologie	292,4	18,9	45,9	357,2	négl.	négl.
Total (des secteurs pertinents)	2 221,5 \$	2 687,2 \$	2 461,8 \$	7 325,5 \$	223,2 %	(16,8)%

Source : FPinfomart
négl. : négligeable

FINANCIÈRE CANACCORD INC.

Notre société évolue

Le 1^{er} décembre 2009, Canaccord Capital Inc. a été renommée Financière Canaccord Inc., afin de mieux traduire la portée croissante des activités de Canaccord dans le monde entier. Par conséquent, le 4 décembre 2009, les actions de la Société ont commencé à se négocier sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF à l'AIM.

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendant et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 37 bureaux à l'échelle mondiale, dont 29 bureaux de Gestion du patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Adams, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à la Barbade.

Canaccord Adams

Canaccord Adams offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 650 sociétés dans huit grands secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, produits de consommation, immobilier, infrastructures et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 1 500 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée.
- Grâce à son effectif de plus de 65 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Adams fait bénéficier ses clients de sa compréhension globale et de ses connaissances sectorielles pointues, de son expérience reconnue des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.
- Nos activités de Revenu fixe au Canada et au Royaume-Uni portent sur un large éventail d'instruments du marché monétaire, de titres de sociétés d'État, de titres démembrés, de titres en euros, de titres à rendement payé en dollars US, d'obligations gouvernementales du Royaume-Uni et de produits structurés, ainsi que d'obligations fédérales, provinciales et municipales.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Gestion du patrimoine Canaccord

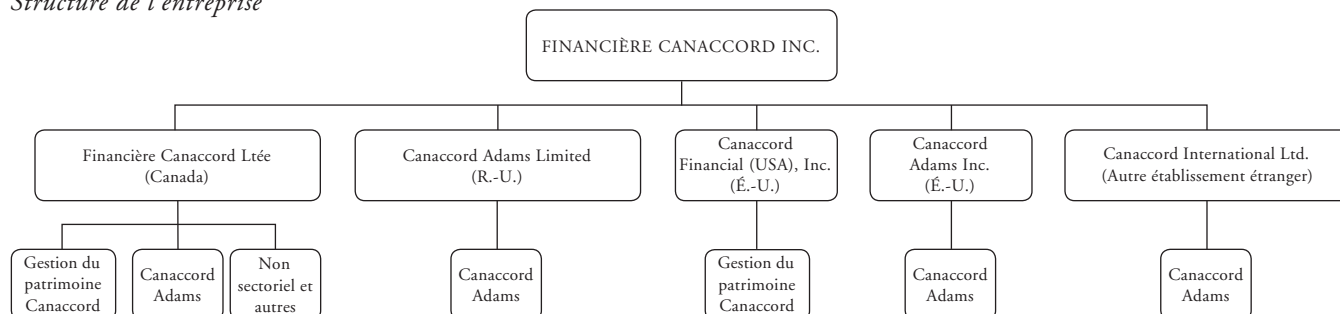
Gestion du patrimoine Canaccord offre aux particuliers des services en matière de création, de gestion et de transfert de richesse dans 29 bureaux à travers le Canada. Notre plateforme se fonde sur la solution «Canaccord total», un engagement à comprendre les clients et leurs objectifs financiers, ainsi qu'une solide gamme de produits et services visant à personnaliser les solutions financières.

Gestion du patrimoine Canaccord offre une formation de qualité supérieure aux conseillers en placement. Notre plateforme de développement personnel et professionnel, l'Université Canaccord, soutient les initiatives d'acquisition de compétences dans les secteurs des produits, des technologies et outils et de la gestion des pratiques. Des conseillers à Gestion du patrimoine Canaccord participent à des cours de formation externes et internes afin de se doter continuellement de nouveaux outils pour mieux répondre aux besoins financiers de nos clients. Bon nombre des conseillers en placement de Canaccord ont reçu la formation nécessaire pour l'obtention de titres professionnels liés au secteur, tels que ceux d'analyste financier agréé et de gestionnaire des placements agréé.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de clients de Gestion du patrimoine.

Non sectoriel et autres

Ce secteur, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise**Résultats d'exploitation consolidés**

*Sommaire des données du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2010*¹

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Financière Canaccord Inc.						
Produits						
Commissions\$	60 696 \$	51 473	17,9 %	172 780 \$	184 099 \$	(6,1)%
Financement de sociétés	88 417	20 198	négl.	191 923	130 369	47,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	15 645	3 781	négl.	38 704	9 779	négl.
Intérêts	3 099	9 108	(66,0)%	9 696	33 171	(70,8)%
Divers	5 340	2 628	103,2 %	21 301	13 307	60,1 %
Total des produits	173 197 \$	87 188 \$	98,6 %	434 404 \$	370 725 \$	17,2 %
Charges						
Rémunération au rendement	93 872	43 299	116,8 %	226 301	177 003	27,9 %
Charges de personnel	14 945	12 817	16,6 %	42 730	42 455	0,6 %
Autres charges indirectes ²	42 070	52 418	(19,7)%	119 207	154 060	(22,6)%
Rajustement à la juste valeur de titres de PCAA	–	6 700	(100,0)%	–	6 700	(100,0)%
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients	–	2 700	(100,0)%	–	2 700	(100,0)%
Rajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord	–	2 647	(100,0)%	–	2 647	(100,0)%
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	–	31 524	(100,0)%	–	31 524	(100,0)%
Frais de restructuration	–	7 520	(100,0)%	–	7 520	(100,0)%
Total des charges	150 887 \$	159 625 \$	(5,5)%	388 238 \$	424 609 \$	(8,6)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	22 310	(72 437)	(130,8)%	46 166	(53 884)	(185,7)%
Bénéfice net (perte nette)	15 113	(62 378)	(124,2)%	30 971	(51 317)	(160,4)%
Résultat par action – dilué	0,27	(1,27)	(121,3)%	0,56	(1,05)	(153,3)%
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	15,2 %	(64,3)%	79,5 p.p.	10,6 %	(18,0)%	28,6 p.p.
Valeur comptable par action à la fin de la période	7,00	6,37	9,9 %			
Nombre d'employés	1 570	1 570	0,0 %			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action et le nombre d'employés.

2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Répartition géographique des produits pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 ¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Canada	123 626 \$	57 907 \$	113,5 %	290 750 \$	247 580 \$	17,4 %
Royaume-Uni	26 420	11 752	124,8 %	61 120	58 567	4,4 %
États-Unis	22 817	16 533	38,0 %	80 133	60 438	32,6 %
Autre établissement étranger	334	996	(66,5)%	2 401	4 140	(42,0)%
Total	173 197 \$	87 188 \$	98,6 %	434 404 \$	370 725 \$	17,2 %

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique intitulée «Financière Canaccord Inc.» à la page 7.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

Sur une base consolidée, les produits sont générés par cinq activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et le poste divers. Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009 se sont élevés à 173,2 millions \$, une augmentation de 98,6 %, ou de 86,0 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, les produits tirés des commissions se sont établis à 60,7 millions \$, une hausse de 17,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par une croissance de 6,1 millions \$ des produits tirés des commissions du secteur Gestion du patrimoine Canaccord et par une progression de 3,1 millions \$ du secteur Canaccord Adams.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 88,4 millions \$, une hausse de 68,2 millions \$, en raison surtout d'une augmentation des activités liées aux marchés des capitaux du Canada.

Les produits découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 15,6 millions \$, une hausse de 11,9 millions \$ principalement attribuable à la croissance des activités de tenue du marché dans notre filiale du Royaume-Uni et le secteur Gestion du patrimoine et 3,1 millions \$ en raison des activités de négociation accrues dans le secteur Revenu fixe.

Les intérêts créditeurs ont atteint 3,1 millions \$, soit une diminution de 6,0 millions \$, ou de 66,0 %, découlant de la réduction du nombre et de la taille des comptes sur marge et de la baisse des taux d'intérêt.

Les produits divers ont été de 5,3 millions \$, une hausse de 2,7 millions \$, ou de 103,2 %, du fait principalement d'une augmentation des gains de change réalisés pour le trimestre.

Les produits du troisième trimestre au Canada ont atteint 123,6 millions \$, une amélioration de 113,5 %, ou de 65,7 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le principal facteur ayant contribué à la progression des produits au Canada a été l'augmentation de 46,9 millions \$ des produits du groupe Canaccord Adams. Les produits du secteur Gestion du patrimoine au Canada ont également progressé de 17,8 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au Royaume-Uni, les produits ont atteint 26,4 millions \$, une augmentation de 124,8 %, ou de 14,7 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger se sont établis à 0,3 million \$, une baisse de 0,7 million \$. L'accroissement de l'activité sur les marchés des capitaux au cours du trimestre a entraîné la croissance des produits au Royaume-Uni.

Aux États-Unis, les produits ont totalisé 22,8 millions \$, soit 6,3 millions \$, ou 38,0 % de plus qu'au T3/09. Les produits se sont considérablement améliorés par rapport au T3/09 en raison des tendances favorables sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans les secteurs des appels publics à l'épargne et des placements privés et des services conseils.

Depuis le début de l'exercice 2010 par rapport à la période correspondante de 2009

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009 se sont élevés à 434,4 millions \$, une hausse de 17,2 %, ou de 63,7 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions ont reculé de 6,1 % pour s'établir à 172,8 millions \$ comparativement à l'exercice précédent, en raison surtout de la conjoncture du marché qui a été beaucoup plus faible au T1/10 qu'au T1/09. Les résultats du T1/09 ont été relativement plus solides, cette période ayant été épargnée de la perturbation survenue sur les marchés vers la fin du T2/09.

Les produits tirés du financement de sociétés ont totalisé 191,9 millions \$ depuis le début de l'exercice 2010, ce qui représente une augmentation de 47,2 % principalement attribuable à l'accroissement des activités de financement en Amérique du Nord sur les marchés boursiers. Cette augmentation a été en partie atténuée par la diminution des produits tirés de nos activités au Royaume-Uni pour la période depuis le début de l'exercice 2010 comparativement à la période correspondante de 2009.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 38,7 millions \$, contre 9,8 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste au Royaume-Uni et Autre établissement étranger ont progressé de 16,8 millions \$. La cession de certains placements dans des titres de PCAA a entraîné la constatation d'un gain de 4,2 millions \$ dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Le secteur Revenu fixe a également contribué à la croissance des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste, à hauteur de 3,4 millions \$.

Les intérêts créditeurs se sont établis à 9,7 millions \$, soit une baisse de 70,8 % découlant d'une diminution des intérêts créditeurs provenant des banques et des clients, résultat de taux d'intérêt moins élevés et de comptes sur marge réduits. Les autres produits ont augmenté de 8,0 millions \$, pour s'établir à 21,3 millions \$ depuis le début de l'exercice 2010 en raison de gains de change.

Depuis le début de l'exercice, les produits au Canada ont atteint 290,8 millions \$, une augmentation de 17,4 %, ou de 43,2 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits au Royaume-Uni ont totalisé 61,1 millions \$ depuis le début de l'exercice 2010, soit une progression de 4,4 %, ou de 2,6 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits aux États-Unis se sont établis à 80,1 millions \$, une hausse de 32,6 %, ou de 19,7 millions \$, en regard de la période depuis le début de l'exercice 2009. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger ont été de 2,4 millions \$, contre 4,1 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2008. Depuis le début de l'exercice, les produits ont augmenté dans tous les emplacements géographiques, à l'exception des produits de l'autre établissement étranger qui ont légèrement fléchi de 1,7 million \$. Cette augmentation globale découle de l'amélioration de l'activité sur les marchés des capitaux depuis le début de l'exercice 2010 comparativement à la période correspondante de l'exercice 2009.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

<i>(en points de pourcentage)</i>	<i>Trois mois terminées les 31 décembre</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>	<i>Neuf mois terminées les 31 décembre</i>		<i>Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent</i>
	<i>2009</i>	<i>2008</i>		<i>2009</i>	<i>2008</i>	
Rémunération au rendement	54,2 %	49,7 %	4,5 p.p.	52,1 %	47,7 %	4,4 p.p.
Charges de personnel	8,6 %	14,7 %	(6,1)p.p.	9,8 %	11,5 %	(1,7)p.p.
Autres charges indirectes ¹	24,3 %	60,1 %	(35,8)p.p.	27,4 %	41,6 %	(14,2)p.p.
Rajustement à la juste valeur de titres de PCAA	—	7,7 %	(7,7)p.p.	—	1,8 %	(1,8)p.p.
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients	—	3,1 %	(3,1)p.p.	—	0,7 %	(0,7)p.p.
Rajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord	—	3,0 %	(3,0)p.p.	—	0,7 %	(0,7)p.p.
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	36,2 %	(36,2)p.p.	—	8,5 %	(8,5)p.p.
Frais de restructuration	—	8,6 %	(8,6)p.p.	—	2,0 %	(2,0)p.p.
Total	87,1 %	183,1 %	(96,0)p.p.	89,3 %	114,5 %	(25,2)p.p.

¹⁾ Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p.p. : points de pourcentage

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, les charges ont été de 150,9 millions \$, soit une baisse de 5,5 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 93,9 millions \$ pour le trimestre, une hausse de 116,8 %, ou de 50,6 millions \$, correspondant à l'augmentation nette des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 54,2 %, une augmentation de 4,5 points de pourcentage attribuable à une baisse des produits non fondés sur le rendement, notamment les intérêts créditeurs et à une hausse de la charge liée au régime d'intéressement à long terme (RILT). Les charges de personnel ont atteint 14,9 millions \$ au troisième trimestre de 2010, ou 16,6 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à la nouvelle stratégie de recrutement de Gestion du patrimoine Canaccord et à un changement à la structure de recouvrement des comptes du secteur Canaccord Adams.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires), en pourcentage des produits consolidés a atteint 62,8 % au T3/10, soit 1,5 point de pourcentage de moins que le pourcentage de 64,4 % enregistré au T3/09. Cette diminution s'explique principalement par la diminution des charges de personnel par suite de la restructuration du personnel au troisième trimestre de l'exercice 2009.

Depuis le début de l'exercice 2010 par rapport à la période correspondante de 2009

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2009, les charges se sont fixées à 388,2 millions \$, une baisse globale de 36,4 millions \$, ou de 8,6 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 226,3 millions \$, en hausse de 27,9 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 52,1 %, ou 4,4 points de pourcentage de plus, résultat surtout de la baisse marquée des intérêts créditeurs, qui sont un élément des produits non fondés sur le rendement.

Pour la période de neuf mois, les charges de personnel ont totalisé 42,7 millions \$, une augmentation de 0,6 % en regard de la même période de l'exercice 2009 pour les raisons mentionnées plus haut. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires), en pourcentage des produits consolidés, a atteint 61,9 %, une progression de 2,7 points de pourcentage par rapport à 59,2 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009, en raison de la proportion moins élevée de produits non fondés sur le rendement dans les produits consolidés.

Autres charges indirectes

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Frais de négociation	7 140 \$	6 708 \$	6,4 %	21 466 \$	19 746 \$	8,7 %
Locaux et matériel	6 228	6 549	(4,9)%	18 214	18 291	(0,4)%
Communications et technologie	5 838	6 277	(7,0)%	16 572	18 979	(12,7)%
Intérêts	631	2 568	(75,4)%	1 968	9 881	(80,1)%
Frais d'administration	13 609	19 827	(31,4)%	37 195	58 715	(36,7)%
Amortissement	1 904	2 751	(30,8)%	5 731	6 865	(16,5)%
Frais de développement	6 720	7 738	(13,2)%	18 061	21 583	(16,3)%
Total des autres charges indirectes	42 070 \$	52 418 \$	(19,7)%	119 207 \$	154 060 \$	(22,6)%

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

Les autres charges indirectes ont reculé de 19,7 %, ou de 10,3 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se fixer à 42,1 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2010, surtout en raison de la diminution des frais d'administration, des intérêts et des frais de développement.

Les frais d'administration ont fléchi, du fait principalement de la baisse de la provision requise pour pertes sur créances dans le secteur Gestion du patrimoine, en raison de l'amélioration de la conjoncture du marché au T3/10 comparativement au T3/09. La diminution de la provision a réduit les charges de 6,6 millions \$, ou de 100,5 %, en comparaison du T3/09.

Les intérêts débiteurs ont diminué de 1,9 million \$, ou de 75,5 %, par suite du recul des taux d'intérêt par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais de développement ont été plus bas de 13,2 %, ou de 1,0 million \$, qu'au même trimestre de 2009, en raison surtout de la réduction des primes de recrutement au sein de nos activités américaines.

Le bénéfice net du T3/10 a atteint 15,1 millions \$, contre une perte nette de 62,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 0,27 \$ au T3/10 comparativement à une perte par action de 1,27 \$ au T3/09. Au cours de l'exercice précédent, la Société avait comptabilisé des charges de 51,1 millions \$ au T3/09 découlant des éléments importants, y compris un rajustement à la juste valeur des titres de PCAA, une provision et un rajustement à la juste valeur au titre du programme de secours de Canaccord, une dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que des frais de restructuration. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice net s'est établi à 15,1 millions \$ au T3/10, contre une perte nette de 16,2 millions \$ au T3/09. La hausse du bénéfice net et du RPA, à l'exclusion des éléments importants, était imputable principalement à une augmentation de 98,6 % des produits, similaire à celle des dépenses, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le T3/10, le RCP annualisé a atteint 15,2 % contre (64,3) % pour le T3/09. La valeur comptable diluée par action pour le T3/10 s'est établie à 7,00 \$, en regard de 6,37 \$ au T3/09.

Le taux d'imposition effectif pour ce trimestre a été de 32,3 % comparativement à 13,9 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 14,2 % au dernier trimestre. La hausse par rapport au T3/09 est surtout imputable à la réduction de la provision pour moins-value comptabilisée au T3/09, tandis que la hausse par rapport au T2/10 découle du recours moindre aux pertes fiscales reportées en avant.

Depuis le début de l'exercice 2010 par rapport à la période correspondante de 2009

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2009, les autres charges indirectes ont été de 119,2 millions \$, soit 22,6 % de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, une baisse essentiellement attribuable à la réduction des frais d'administration, des intérêts et des frais de développement. Le recul de 21,5 millions \$ des frais d'administration découlait principalement de la diminution de la provision pour pertes sur créances, des frais de promotion et de déplacement et des honoraires professionnels. La baisse de 6,0 millions \$ des frais de promotion et de déplacement s'explique par le souci constant de réduire les coûts à l'échelle de la Société ainsi que par les recouvrements de charges additionnels des comptes de rémunération. En raison de la nature non récurrente des frais de consultation engagés au cours de l'exercice 2009 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne, les honoraires professionnels ont été de 6,0 millions \$ moins élevés que pour la période correspondante de l'exercice 2009.

Les intérêts débiteurs ont chuté de 80,1 %, ou de 7,9 millions \$, et les frais de développement, de 16,3 %, ou de 3,5 millions \$. Cette chute est imputable à une diminution des soldes débiteurs des clients conjuguée à une baisse des taux d'intérêt. Les frais de développement ont été moins importants, du fait du recul de 6,0 millions \$ des primes de recrutement versées par le secteur Canaccord Adams et le secteur Non sectoriel et autres, un recul qui a été annulé par l'augmentation des primes de recrutement de 2,5 millions \$ investies par le secteur Gestion du patrimoine Canaccord dans le cadre de sa stratégie de restructuration globale.

Le bénéfice net depuis le début de l'exercice 2010 s'est élevé à 31,0 millions \$ comparativement à une perte nette de 51,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué a atteint 0,56 \$, contre une perte diluée par action de 1,05 \$ pour les neuf premiers mois de 2009, et le RCP annualisé s'est établi à 10,6 %, en regard de (18,0) % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a été mentionné précédemment, des éléments importants de 51,1 millions \$ ont été constatés au T3/09 qui ne se sont pas répétés au T3/10. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice net s'est établi à 31,0 millions \$ comparativement à une perte nette de 5,2 millions \$, une hausse de 36,2 millions \$ d'un exercice à l'autre. Cette augmentation s'explique par la montée des produits attribuable à une reprise des activités sur le marché et à la constance des dépenses engagées comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La valeur comptable diluée par action à la fin de la période est passée de 6,37 \$ à 7,00 \$, en hausse de 9,9 %.

La charge d'impôts sur les bénéfices depuis le début de l'exercice 2010 a grimpé de 17,8 millions \$ pour s'établir à 15,2 millions \$. Cette variation est en grande partie attribuable à la progression du bénéfice. Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition effectif a été de 32,9 % en regard de 4,8 % pour la même période de l'exercice précédent, du fait surtout de la provision pour moins-value constatée à l'exercice 2009, qui a donné lieu à un taux de recouvrement d'impôts effectif plus bas.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION Canaccord Adams ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Canaccord Adams						
Produits	116 090 \$	49 250 \$	135,7 %	280 062 \$	212 379 \$	31,9 %
Charges						
Rémunération au rendement	63 567	28 857	120,3 %	151 559	111 384	36,1 %
Charges de personnel	4 441	3 413	30,1 %	11 221	11 555	(2,9)%
Autres charges indirectes	20 102	26 027	(22,8)%	58 480	83 528	(30,0)%
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524	(100,0)%	—	31 524	(100,0)%
Frais de restructuration	—	5 949	(100,0)%	—	5 949	(100,0)%
Total des charges	88 110 \$	95 770 \$	(8,0)%	221 260 \$	243 940 \$	(9,3)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices ²	27 980	(46 520)	(160,1)%	58 802	(31 561)	(286,3)%
Bénéfice (perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices	27 980	(9 047)	négl.	58 802	5 912	négl.
Nombre d'employés	503	480	4,8 %			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf en ce qui concerne le bénéfice (la perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices, et le nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».
négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

Au T3/10, les produits de Canaccord Adams ont totalisé 116,1 millions \$, un bond de 135,7 %, ou de 66,8 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce aux marchés des capitaux plus vigoureux au Canada et aux États-Unis au T3/10 qu'au T3/09.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Adams a généré des produits de 67,4 millions \$ au T3/10, un saut de 229,7 %, ou de 46,9 millions \$, en regard du T3/09. La hausse des produits dans cette région est en grande partie attribuable à une amélioration de l'activité sur les marchés des capitaux au Canada depuis le premier trimestre de l'exercice 2010. Les produits canadiens de Canaccord Adams de 67,4 millions \$ correspondent à 58,0 % (41,5 % au T3/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Adams au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services de vente et de négociation institutionnelles, de financement de sociétés et de recherche. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. Les produits au Royaume-Uni et Autre établissement étranger se sont établis à 26,8 millions \$, une amélioration de 109,9 %, ou de 14,0 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une augmentation des activités de tenue de marché au cours du T3/10. Les produits tirés des activités au Royaume Uni et Autre établissement étranger de 26,8 millions \$ représentent 23,0 % (25,8 % au T3/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis rendent compte des activités de Canaccord Adams Inc. sur les marchés des capitaux. Les produits du troisième trimestre de 2010 générés par Canaccord Adams aux États-Unis se sont établis à 22,0 millions \$ (16,1 millions \$ au T3/09), en hausse de 5,9 millions \$, ou de 36,8 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent, du fait notamment des améliorations sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés, ainsi que de la hausse des honoraires de consultation. Les produits tirés des activités aux États Unis ont représenté 19,0 % (32,7 % au T3/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Charges

Au troisième trimestre de l'exercice 2010, Canaccord Adams a engagé des charges de 88,1 millions \$, soit 7,7 millions \$ ou 8,0 % de moins qu'à la période correspondante de l'exercice 2009. Cette baisse était essentiellement attribuable aux éléments importants comptabilisés au T3/09 qui ne se sont pas répétés à l'exercice 2010, y compris un montant de 31,5 millions \$ au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et de 5,9 millions \$, au titre des frais de restructuration. Cette baisse a été contrebalancée par une augmentation de la rémunération au rendement de 34,7 millions \$ découlant de la hausse des produits fondés sur le rendement au cours du trimestre. Pour le trimestre, les charges de personnel ont atteint 4,4 millions \$, une progression de 1,0 million \$, ou de 30,1 %, attribuable à l'ajout de 23 employés dans ce secteur. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits du trimestre a atteint 58,6 %, soit 6,9 points de pourcentage de moins que le pourcentage de 65,5 % enregistré au T3/09.

Les frais d'administration se sont élevés à 5,8 millions \$ au T3/10, en baisse de 3,1 millions \$ ou de 34,7 %. Les honoraires professionnels ont glissé de 1,0 million \$, du fait de la nature non récurrente des honoraires de consultation engagés au T3/09 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne. La réduction de la provision pour pertes sur créances a également fait fléchir les charges de 1,1 million \$ par suite de la baisse des débiteurs réputés irrécouvrables au cours du trimestre.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre a été de 28,0 millions \$ comparativement à une perte nette avant impôts sur les bénéfices de 46,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice net résulte principalement de l'augmentation de 66,8 millions \$ des produits attribuable à l'amélioration des conditions économiques et au contexte concurrentiel favorable dans les marchés des capitaux de taille petite et moyenne, notamment aux États-Unis. En outre, des éléments importants de 37,5 millions \$ liés à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et aux frais de restructuration et comptabilisés au T3/09 ne se sont pas répétés pour l'exercice en cours.

Depuis le début de l'exercice 2010 par rapport à la période correspondante de 2009

Les produits de Canaccord Adams pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 ont été de 280,1 millions \$, soit 67,7 millions \$ de plus qu'à la même période de l'exercice précédent, en raison principalement de la reprise des activités sur les marchés des capitaux dans toutes les régions où nous menons des activités, notamment aux États-Unis.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits se sont hissés à 138,3 millions \$, une progression de 51,0 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Une tranche de 115,4 millions \$ des produits était liée aux activités de financement de sociétés et de financement par actions, alors qu'une tranche de 22,9 millions \$ provenait des activités de négociation internationales, des activités de négociateur inscrit et de revenu fixe. Dans l'ensemble, nos produits au Canada ont représenté 49,3 % (43,1 % au T3/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger

Les produits générés au Royaume-Uni et Autre établissement étranger ont atteint 63,5 millions \$, une légère amélioration de 0,8 million \$ en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger ont représenté 22,7 % (29,5 % au T3/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les produits tirés des activités aux États-Unis ont considérablement augmenté depuis le début de l'exercice 2010 en raison surtout des améliorations sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés, ainsi que de la hausse des honoraires de consultation. Les produits ont atteint 78,2 millions \$, en hausse de 20,1 millions \$, ou de 34,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 28,0 % (27,4 % au T3/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Charges

Depuis le début de l'exercice 2010, les charges ont totalisé 221,3 millions \$, en baisse de 22,7 millions \$. Cette baisse des charges découlait surtout de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ et des frais de restructuration de 5,9 millions \$ constatés à l'exercice 2009 qui ne se sont pas répétés à l'exercice 2010. Elle a été contrebalancée par la majoration de la rémunération au rendement de 40,2 millions \$, ou de 36,1 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits a progressé de 1,7 point de pourcentage, du fait de la rentabilité accrue et des nouveaux droits attribués au titre du RILT au cours du T3/10.

Les charges du personnel depuis le début de l'exercice 2010 ont reculé légèrement de 0,3 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010, le total de la charge de rémunération, exprimé en pourcentage des produits, s'est établi à 58,6 %, soit au même niveau qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges indirectes ont atteint 58,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010, en baisse de 25,0 millions \$, ou de 30,0 %, en regard des neuf premiers mois de l'exercice 2009. Cette baisse découlait essentiellement du fléchissement de 16,2 millions \$ des frais d'administration résultant surtout du recul de 5,3 millions \$ des honoraires de consultation non récurrents versés pour mettre à niveau notre infrastructure interne au T3/09. Les frais de promotion et de déplacement ont également diminué de 7,0 millions \$ sous l'effet des initiatives de réduction des coûts et des changements au niveau des imputations de charges aux comptes de rémunération. Les primes de recrutement engagées dans le cadre de nos activités aux États-Unis ont été moins nombreuses, d'où la baisse de 4,9 millions \$ des frais de développement depuis le début de l'exercice 2010.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour la période a totalisé 58,8 millions \$ comparativement à une perte nette de 31,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette amélioration était attribuable à la hausse des produits et résultait des éléments importants comptabilisés à l'exercice 2009, qui ne se sont pas répétés à l'exercice 2010.

Gestion du patrimoine Canaccord ¹

(en milliers de \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions de \$ CA, le nombre d'employés et de conseillers en placement et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre			Neuf mois terminés les 31 décembre		
			Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent			Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Produits	51 733 \$	33 532 \$	54,3 %	132 056 \$	135 229 \$	(2,3)%
Charges						
Rémunération au rendement	24 376	14 195	71,7 %	62 387	61 261	1,8 %
Charges de personnel	4 015	3 057	31,3 %	12 621	10 315	22,4 %
Autres charges indirectes	13 656	17 437	(21,7)%	37 420	43 707	(14,4)%
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients	—	2 700	(100,0)%	—	2 700	(100,0)%
Rajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord	—	2 647	(100,0)%	—	2 647	(100,0)%
Frais de restructuration	—	180	(100,0)%	—	180	(100,0)%
Total des charges	42 047 \$	40 216 \$	4,6 %	112 428 \$	120 810 \$	(6,9)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	9 686	(6 684)	(244,9)%	19 628	14 419	36,1 %
Bénéfice (perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices	9 686	(1 157)	négl.	19 628	19 946	(1,6)%
Actifs sous gestion	423	454	(6,8)%	423	454	(6,8)%
Actifs sous administration	12 210	9 030	35,2 %	12 210	9 030	35,2 %
Nombre d'équipes de conseillers	327	347	(5,8)%			
Nombre d'employés	707	725	(2,5)%			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR sauf en ce qui concerne les ASG, les ASA, le nombre d'équipes de conseillers, le bénéfice (la perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices, et le nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».
négl. : négligeable

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

Les produits tirés des activités de Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 51,7 millions \$, en hausse de 18,2 millions \$, ou de 54,3 %, grâce à l'activité accrue au cours du trimestre. Les ASA ont augmenté de 35,2 %, ou de 3,2 milliards \$, pour s'établir à 12,2 milliards \$ en regard du T3/09. Les ASG ont reculé de 6,8 % pendant cette période. À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2010, l'effectif comptait 327 équipes de conseillers, soit 20 de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires gagnés par Canaccord représentaient 11,7 % des produits de Gestion du patrimoine Canaccord au T3/10, contre 18,4 % au T3/09, soit un recul de 6,7 points de pourcentage.

Les charges du T3/10 ont été de 42,0 millions \$, une augmentation de 4,6 %, ou de 1,8 million \$. Cette variation est liée à une hausse de la rémunération au rendement de 10,2 millions \$ et des charges de personnel de 1,0 million \$, mais contrebalancée par un recul des charges indirectes de 3,8 millions \$. La fluctuation de la charge de rémunération au rendement est imputable à la montée des produits et à la mise en œuvre d'un nouveau programme de maintien de l'effectif à l'exercice 2010. Les charges de personnel ont augmenté malgré la réduction de l'effectif par suite de l'embauche d'employés clés dans le cadre de la stratégie de restructuration de notre groupe de direction. Cette hausse des charges globales au T3/10 a été compensée en partie par une provision et un rajustement à la juste valeur de 5,5 millions \$ au titre du programme de secours de Canaccord, et des frais de restructuration constatés au T3/09 qui ne se sont pas répétés au T3/10.

Les autres charges indirectes ont reculé surtout grâce à une diminution des frais d'administration de 3,7 millions \$ et à une baisse des intérêts débiteurs de 1,7 million \$ attribuable à la chute des taux d'intérêt. Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord a engagé 1,0 million \$ de plus en primes de recrutement dans le cadre de sa stratégie de restructuration globale.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices a été de 9,7 millions \$ pour le trimestre comparativement à une perte nette de 6,7 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Des éléments importants d'un montant de 5,5 millions \$ ont été constatés au T3/09, mais ne se sont pas répétés au T3/10. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice net s'est établi à 9,7 millions \$ au T3/10, contre une perte nette de 1,2 million \$ au T3/09, soit une hausse de 10,8 millions \$ qui est surtout attribuable à une amélioration des produits au T3/10 par rapport au T3/09.

Depuis le début de l'exercice 2010 par rapport à la période correspondante de 2009

Les produits tirés des activités de Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 132,1 millions \$, une baisse de 3,2 millions \$ ou de 2,3 %. Dans l'ensemble, les produits du secteur Gestion du patrimoine Canaccord sont demeurés au même niveau qu'à la période correspondante de 2009. Les produits tirés des honoraires, exprimés en pourcentage du total des produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord, ont diminué de 3,9 points de pourcentage pour s'établir à 13,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009, les charges ont été de 112,4 millions \$, en baisse de 8,4 millions \$, ou de 6,9 %. La charge de rémunération au rendement affiche une légère hausse de 1,1 million \$, ou de 1,8 %, en raison surtout du nouveau programme de maintien de l'effectif instauré à l'exercice 2010. Les charges de personnel ont aussi augmenté de 2,3 millions \$ par suite de l'embauche d'employés clés, comme il est mentionné plus haut. Les intérêts débiteurs ont reculé de 6,7 millions \$, ou de 94,4 %, ce qui s'explique par le fléchissement des taux d'intérêt et des soldes des comptes clients. Le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010, s'est établi à 56,8 %, une hausse de 3,9 points de pourcentage, en regard de 52,9 % pour la même période de l'exercice précédent. L'important recul des produits non fondés sur le rendement, notamment les intérêts créditeurs, explique en grande partie la hausse de la charge de rémunération en pourcentage des produits.

La baisse des charges a été contrebalancée par une augmentation des frais de développement de 2,5 millions \$, ou de 47,1 %, attribuable principalement à des primes de recrutement additionnelles versées dans le cadre de notre stratégie de recrutement dans ce secteur.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices depuis le début de l'exercice 2010 s'est établi à 19,6 millions \$, ou 36,1 % de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement imputable à des charges importantes de 5,5 millions \$ engagées au T3/09 qui ne se sont pas répétées à l'exercice 2010. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice net s'est inscrit à 19,6 millions \$ au T3/10, ce qui est semblable au bénéfice net de 19,9 millions \$ enregistré au T3/09.

Non sectoriel et autres ¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Produits	5 374 \$	4 406 \$	22,0 %	22 286 \$	23 117 \$	(3,6)%
Charges						
Rémunération au rendement	5 929	247	négl.	12 355	4 358	183,5 %
Charges de personnel	6 489	6 347	2,2 %	18 888	20 585	(8,2)%
Autres charges indirectes	8 312	8 954	(7,2)%	23 307	26 825	(13,1)%
Rajustement à la juste valeur de titres de PCAA	—	6 700	(100,0)%	—	6 700	(100,0)%
Frais de restructuration	—	1 391	(100,0)%	—	1 391	(100,0)%
Total des charges	20 730 \$	23 639 \$	(12,3)%	54 550 \$	59 859 \$	(8,9)%
Perte avant impôts sur les bénéfices ²	(15 356)	(19 233)	(20,2)%	(32 264)	(36 742)	(12,2)%
Perte avant éléments importants et impôts sur les bénéfices	(15 356)	(11 142)	37,8 %	(32 264)	(28 651)	12,6 %
Nombre d'employés	360	365	(1,4)%			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf en ce qui concerne la perte avant éléments importants et impôts sur les bénéfices et le nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».
négl. : négligeable

Ce secteur désigné sous le nom de Non sectoriel et autres englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du troisième trimestre de 2010 avec le troisième trimestre de 2009

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009 se sont élevés à 5,4 millions \$, une hausse de 22,0 %, ou de 1,0 million \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La variation est principalement attribuable à une augmentation de 4,2 millions \$ des gains de change, contrebalancée par une baisse de 3,4 millions \$ des intérêts créditeurs.

Les charges du T3/10 ont été de 20,7 millions \$, soit un recul de 2,9 millions \$, ou de 12,3 %. Ce recul est lié principalement au rajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$ et aux frais de restructuration de 1,4 million \$ constatés à l'exercice 2009 qui ne se sont pas répétés à l'exercice 2010, mais il a été compensé par une augmentation de 5,7 millions \$ de la charge de rémunération au rendement imputable à la rentabilité accrue du groupe consolidé de sociétés.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 15,4 millions \$ au T3/10, comparativement à 19,2 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la perte est surtout attribuable à la constatation du rajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$ et de frais de restructuration de 1,4 million \$ qui ne se sont pas répétés à l'exercice 2009, contrebalancée par une augmentation de la charge de rémunération au rendement.

Depuis le début de l'exercice 2010 par rapport à la période correspondante de 2009

Les produits ont totalisé 22,3 millions \$, soit une légère baisse de 0,8 million \$ principalement attribuable à la diminution de 11,3 millions \$ des intérêts créditeurs, compensée par des gains de change de 8,7 millions \$.

Depuis le début de l'exercice 2010, les charges se sont établies à 54,6 millions \$, en baisse de 5,3 millions \$. La charge de rémunération au rendement a connu une augmentation nette de 8,0 millions \$, ou de 183,5 %, imputable principalement à la rentabilité

accrue du groupe consolidé de sociétés. Cette augmentation a été contrebalancée par une baisse des charges de personnel de 1,7 million \$, par suite de la restructuration du personnel à l'exercice 2009. Les frais d'administration ont aussi diminué de 0,8 million \$ en raison surtout d'une baisse des passifs éventuels durant la période. Les frais de développement ont reculé de 1,1 million \$, les dépenses engagées pour le développement de systèmes ayant été moins élevées.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices a été de 32,3 millions \$, comparativement à 36,7 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités des secteurs Canaccord Adams et Gestion du patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que les frais imputés par le secteur Non sectoriel et autres à Gestion du patrimoine Canaccord étaient de 9,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, et de 2,4 millions \$ pour Canaccord Adams.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 782,6 millions \$ au 31 décembre 2009, contre 701,2 millions \$ au 31 mars 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

La valeur des titres détenus a totalisé 404,5 millions \$ en comparaison de 133,7 millions \$ au 31 mars 2009, en raison surtout d'une hausse des activités du secteur Revenu fixe, des positions nettes dans des titres négociables et de nouvelles conventions de financement de sociétés. Cette hausse est le résultat d'une initiative de la Société visant à accroître les activités du secteur Revenu fixe, qui conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires de tous les produits à revenu fixe.

Les débiteurs totalisaient 1,3 milliard \$ au 31 décembre 2009 contre 1,1 milliard \$ au 31 mars 2009, hausse qui s'explique par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières. Cette hausse est attribuable à la croissance des activités de négociation et à l'expansion du secteur Revenu fixe. Les débiteurs, déduction faite des créditeurs, s'élevaient à (483,0) millions \$ au 31 décembre 2009 comparativement à (408,2) millions \$ au 31 mars 2009.

Les autres actifs ont atteint 85,6 millions \$ en regard de 126,1 millions \$ au 31 mars 2009, surtout du fait d'une baisse des impôts sur les bénéfices à recevoir et de la cession des titres de PCAA détenus.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 décembre 2009, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 485,4 millions \$ (568,7 millions \$ au 31 mars 2009). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Le 31 décembre 2009, la dette bancaire de la Société s'établissait à 44,6 millions \$, en comparaison de 75,6 millions \$ le 31 mars 2009.

Les créditeurs se sont élevés à 1,8 milliard \$, contre 1,5 milliard \$ au 31 mars 2009, une hausse de 0,3 milliard \$ attribuable surtout à l'augmentation des montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières. Comme il est indiqué ci-dessus à la rubrique «Actif», l'augmentation est due à la croissance des activités de négociation, à l'expansion du secteur Revenu fixe et à de nouvelles activités de financement de sociétés.

Les titres vendus à découvert se sont établis à 324,9 millions \$, une hausse de 245,5 millions \$ en comparaison de 79,4 millions \$ au 31 mars 2009 par suite de l'initiative de la Société visant à accroître les activités du secteur Revenu fixe.

Les autres passifs comprennent les impôts sur les bénéfices à payer et la dette subordonnée d'un solde total de 19,6 millions \$ au 31 décembre 2009, soit une baisse de 5,4 millions \$ attribuable au remboursement de 10,0 millions \$ de la dette subordonnée au cours de l'exercice 2010 et à une hausse des impôts sur les bénéfices à payer.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,4 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2009] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu, ainsi que la dette subordonnée. Le 31 décembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 782,6 millions \$ s'élevaient, déduction faite de la dette bancaire de 44,6 millions \$, à 738,0 millions, soit une hausse de 112,4 millions \$, en comparaison de 625,6 millions \$ au 31 mars 2009. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009, les activités de financement ont utilisé des fonds d'un montant de 21,6 millions \$ en raison principalement de l'acquisition de 11,7 millions \$ d'actions ordinaires dans le cadre du RILT et du remboursement de 10,0 millions \$ de la dette subordonnée. Les activités d'investissement ont généré des fonds d'un montant de 8,9 millions \$ qui découle surtout du produit net de la vente et du remboursement d'un placement dans des titres de PCAA. Les activités d'exploitation ont généré des fonds d'un montant de 126,5 millions \$, ces rentrées de fonds étant attribuables au bénéfice net compensé par des variations nettes du fonds de roulement. Une diminution de la trésorerie de 1,4 million \$ était attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, la trésorerie, montant net, a progressé de 112,4 millions \$ comparativement au 31 mars 2009.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des

facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009, les engagements de la Société, présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Actions en circulation aux 31 décembre	
	2009	2008
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	48 105 856	49 108 237
Nombre d'actions émises et en circulation ²	55 404 528	54 636 139
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	57 266 909	56 218 193
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	48 376 433	48 656 116
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	55 576 702	54 329 767

1) Exclut 3 811 007 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien de l'effectif et 3 487 665 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

2) Comprend 3 811 007 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien de l'effectif et 3 487 665 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 1 862 381 actions.

Au 3 février 2010, la Société avait 55 404 528 actions ordinaires émises et en circulation, soit 768 389 actions ordinaires de plus qu'au 31 décembre 2008, en raison de l'émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des affaires et a actuellement le droit d'acquérir, du 3 septembre 2009 au 2 septembre 2010, jusqu'à 2 767 974 de ses actions, qui représentent 5 % de ses actions en circulation au 28 août 2009. Aucune action n'a été achetée dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires entre le 3 septembre 2009 et le 31 décembre 2009.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants, leur donnant la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 2 449 993 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquissent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,91 \$.

En mai 2009, la Société a attribué un total de 125 000 options sur actions à cinq administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 7,21 \$ l'action. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquissent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution.

Le 31 août 2009, les administrateurs indépendants de la Société ont approuvé l'attribution d'options sur actions à certains hauts dirigeants de la Société et de ses filiales. Un total de 2 099 993 options dont les droits s'acquissent sur cinq ans ont été attribuées à un prix d'exercice de 9,47 \$ l'action. Les options arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : 1) sept ans après la date d'attribution; 2) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; 3) après l'annulation, quelle qu'en soit la raison, des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis; ou 4) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgaration.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unités d'actions temporairement incessibles, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Canaccord est membre de l'International Financial Centre Vancouver et du Centre financier international de Montréal qui fournissent certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 31 décembre 2009, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient une valeur nominale de 2,8 millions \$ US, une hausse de 2,2 millions \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient

une valeur nominale de 5,0 millions \$ US, une augmentation de 2,7 millions \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres, en Angleterre, sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constatation des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les options sur actions et les bons de souscription d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des rajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant du bénéfice ou de la perte comptabilisés pour une position sur titres particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, à l'exception des indications ci-après, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

Papier commercial adossé à des actifs

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie des titres de PCAA détenus par la Société. La Société estime la juste valeur de ces titres de PCAA en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Étant donné que la juste valeur des titres de PCAA est fondée sur l'évaluation par la Société des conditions actuelles, les montants présentés peuvent varier considérablement dans les périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés et à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'actes répréhensibles de la part d'un employé de Canaccord et les précédents. Habituellement, les débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur marchande d'une garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont généralement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différentes administrations fiscales et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps en cas de différend ou de nouvelles cotisations émises par les autorités fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie d'un actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que, selon l'ensemble des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La Société consolide les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables», de l'ICCA. La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de

capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué une fiducie pour les avantages sociaux des employés afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent du régime de rémunération à base d'actions. La fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidée conformément à la NOC-15, puisqu'elle satisfait à la définition d'une EDDV et que la Société en est le principal bénéficiaire.

Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux d'extinction estimatifs). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme harmonise les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, «Regroupements d'entreprises». Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées dans les états financiers. Elle fournit également des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. La Société doit appliquer cette norme de manière prospective pour les regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition sera le 1^{er} avril 2011 ou par la suite.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations sans contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard 27 révisée, «États financiers consolidés et individuels». Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1^{er} avril 2011.

L'adoption anticipée de ces normes avant le 1^{er} avril 2011 est permise, mais les trois normes doivent être adoptées en même temps. L'adoption de ces normes ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la transparence et la comparaison de l'information financière entre les pays. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société évalue actuellement l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Afin de se préparer à la conversion aux IFRS, la Société a mis au point un plan de conversion aux IFRS, qui comprend les trois phases suivantes :

1. Diagnostic – Cette phase consiste à effectuer une évaluation de haut niveau des principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada pouvant avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société. Cette phase établira la priorité des éléments qui seront touchés.
2. Conception et planification – Cette phase consiste à repérer, à évaluer et à sélectionner les conventions comptables selon les IFRS, ainsi qu'à préparer des modèles d'états financiers et à déterminer les incidences quantitatives. Elle comporte également la mise au point de plans opérationnels visant à évaluer l'incidence de la conversion sur la technologie de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la formation et la communication aux parties prenantes internes et externes.
3. Mise en œuvre et analyse après mise en œuvre – Cette phase consiste à mettre en œuvre les plans élaborés au cours des phases susmentionnées. Elle consiste également à recueillir l'information requise pour dresser des états financiers selon les IFRS, à intégrer les IFRS aux processus d'affaires, à faire approuver les états financiers selon les IFRS par le comité de vérification et à offrir aux employés toute formation additionnelle à l'égard des systèmes révisés.

La Société amorce la phase de conception et de planification de son plan de transition. Elle se concentre actuellement sur les éléments qui auront l'incidence la plus importante sur les états financiers consolidés. L'évaluation de l'application de la norme IFRS 1, «Première adoption des normes IFRS», est aussi en cours. L'IFRS 1 permet aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois de bénéficier d'un

certain nombre d'exemptions facultatives et d'exemptions obligatoires, pour certains éléments, aux exigences générales aux fins de l'application rétrospective complète des IFRS.

Il convient de noter que le CNC et le CNCI ont des plans de travail importants en ce qui a trait à la modification de certaines normes comptables. Le CNC modifie continuellement certaines normes afin d'assurer leur convergence avec celles du CNCI avant la date de transition, alors que le CNCI modifie ses normes pour les adapter à la conjoncture économique actuelle. Par exemple, le CNCI a publié des documents de travail et des exposés-sondages qui proposent des modèles comptables considérablement différents qui pourraient avoir une incidence importante sur les éléments suivants des états financiers consolidés de la Société : constatation des contrats de location, des instruments financiers et des produits. La Société continuera de surveiller de près l'évolution de ces modifications et d'évaluer leur incidence sur le plan de mise en œuvre en vue de la transition. En raison des incertitudes qui entourent les normes proposées, la Société n'a pas été en mesure d'évaluer les incidences quantitatives prévues sur ses états financiers consolidés.

Nous indiquons ci-dessous trois principaux secteurs qui présentent des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS à ce jour.

Instruments financiers

Le CNCI a récemment publié l'IFRS 9, « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », qui traite plus particulièrement de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs financiers. Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis classés dans les catégories « coût amorti » ou « juste valeur ». Cette approche diffère de celle du chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », du *Manuel de l'ICCA* selon lequel les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis classés comme détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente.

Selon les PCGR du Canada, tout gain ou toute perte découlant des actifs disponibles à la vente doit être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. Toutefois, les IFRS ne comportent pas un tel classement. Les variations de la juste valeur ou la dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisées directement dans le bénéfice net.

Les coûts de transaction doivent également être capitalisés comme faisant partie de la juste valeur de l'actif financier au moment de leur constatation initiale selon les IFRS. Il est permis, selon les PCGR du Canada, de passer les coûts de transaction en charges à mesure qu'ils sont engagés ou capitalisés comme faisant partie de la juste valeur de l'actif financier.

Rémunération à base d'actions

L'IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », exige que les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie aux membres du personnel soient calculés en fonction de la juste valeur des attributions au moment de l'évaluation initiale et de l'évaluation subséquente. Selon le chapitre 3870, « Rémunération à base d'actions », du *Manuel de l'ICCA*, les paiements à base d'actions réglés en espèces sont calculés en fonction de la valeur intrinsèque des attributions. Cette différence aura une incidence sur la comptabilisation de nos régimes de rémunération à base d'actions.

Constatation des produits

Selon le chapitre 3400, « Produits », du *Manuel de l'ICCA*, les produits sont constatés lorsque les exigences relatives à l'exécution sont satisfaites et que le recouvrement est raisonnablement sûr. L'exécution de la prestation de services et des contrats à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'avancement des travaux ou de la méthode de l'achèvement des travaux. Selon la Norme comptable internationale (IAS) 18, « Produit des activités ordinaires », les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la fin de la période de reporting lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable, il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité, le degré de l'avancement de la transaction à la fin de la période de reporting peut être évalué de façon fiable et les coûts encourus pour la transaction et les coûts pour achever la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

En matière de constatation des produits, les PCGR du Canada diffèrent peu des IFRS, à l'exception de certaines différences dans la constatation des contrats à long terme, puisque les PCGR du Canada autorisent la méthode de l'achèvement des travaux, contrairement aux IFRS. Cette différence pourrait avoir une incidence sur la constatation des produits tirés du financement de sociétés.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires sur la comptabilisation et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels générés à l'interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

Instruments financiers – informations à fournir

Le CNC a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin d'accroître les exigences d'information concernant les évaluations à la juste valeur des instruments financiers. La Société a adopté ces nouvelles modifications au cours de l'exercice 2010 et cette information est incluse à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS

En raison de problèmes de liquidité dans le marché du PCAA, les billets de PCAA ont été très peu négociés sur un marché actif depuis la mi-août 2007. Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans le PCAA (le Comité) a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la Cour) une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le plan) en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (LACC). La Cour a publié l'ordonnance finale du processus de restructuration du PCAA le 12 janvier 2009, et la restructuration a été conclue le 21 janvier 2009. Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui est entrée en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui, au moment de la clôture du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société à l'égard du PCAA. Cette décharge est entrée en vigueur aux États-Unis en vertu du chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, tel qu'annoncé en janvier 2010.

Les deux premiers versements d'intérêts (au 31 août 2008) ont été effectués au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009 et un autre paiement final a été reçu au cours du troisième trimestre de l'exercice 2010. Le remboursement des frais de restructuration en vertu du programme de secours de Canaccord a été reçu.

Le 21 décembre 2009, un jury d'audition de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) a accepté une entente de règlement entre le personnel de l'OCRCVM et Financière Canaccord Ltée concernant des questions entourant le PCAA, ce qui a entraîné un règlement de 3,1 millions \$. Ce montant avait été comptabilisé en grande partie au 30 septembre 2009 et, par conséquent, n'a pas eu d'incidence importante sur le bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009. Ce montant a été payé après le 31 décembre 2009.

Comme les billets de PCAA restructurés ont été peu négociés sur un marché actif depuis le 21 janvier 2009, il n'y a pas de valeur à la cote significative disponible. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société a estimé la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles au 31 décembre 2009. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, la Société a cédé son placement dans du PCAA d'une valeur comptable de 14,3 millions \$ pour un produit de 18,5 millions \$, ce qui s'est traduit par un gain de 4,2 millions \$ inclus dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures de communication de l'information

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2009, le président et chef de la direction et le vice président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2009. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 3 février 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 mars 2010 aux actionnaires inscrits le 26 février 2010.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf derniers trimestres jusqu'au 31 décembre 2009. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les rajustements récurrents qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires à une juste présentation de l'état des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers de \$ CA, sauf le RPA, en \$)	Exercice 2010			Exercice 2009				Exercice 2008	
	T ₃	T ₂	T ₁	T ₄	T ₃	T ₂	T ₁	T ₄	T ₃
Produits									
Canaccord Adams	116 090 \$	78 475 \$	85 497 \$	64 972 \$	49 250 \$	58 336 \$	104 793 \$	77 965 \$	109 583 \$
Gestion du patrimoine									
Canaccord	51 733	40 138	40 185	37 255	33 532	43 844	57 853	54 463	61 166
Non sectoriel et autres	5 374	5 131	11 781	4 769	4 406	8 649	10 062	11 018	12 605
Total des produits	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$	110 829 \$	172 708 \$	143 446 \$	183 354 \$
Bénéfice net (perte nette)	15 113	6 746	9 112	3 666	(62 378)	(5 398)	16 459	(35 154)	15 048
RPA – de base	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,35 \$	(0,80)\$	0,34 \$
RPA – dilué	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,31 \$	(0,80)\$	0,31 \$

RISQUES

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, au degré d'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Adams dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. Les organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont assujetties sont énumérés à la note 16 des états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009. Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2009 de Canaccord, qui ont été envoyés aux actionnaires et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse canaccordfinancial.com, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

<i>Aux (en milliers de dollars)</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	782 576 \$	701 173 \$
Titres détenus [note 3]	404 537	133 691
Débiteurs [notes 5 et 11]	1 311 144	1 061 161
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	—	23 771
Impôts futurs	11 890	15 680
Total de l'actif à court terme	2 510 147	1 935 476
Placement	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 6]	28 239	35 312
Matériel et améliorations locatives	40 471	46 311
	<u>2 583 857 \$</u>	<u>2 022 099 \$</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Dettes bancaires	44 600 \$	75 600 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	324 877	79 426
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 11]	1 794 123	1 469 369
Impôts sur les bénéfices à payer	4 590	—
Dettes subordonnées [note 8]	15 000	25 000
Total du passif à court terme	2 183 190	1 649 395
Engagements et éventualités [note 13]		
Capitaux propres		
Actions ordinaires [note 9]	188 610	183 619
Surplus d'apport	49 279	44 383
Bénéfices non répartis	189 026	160 868
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(26 248)	(16 166)
Total des capitaux propres	400 667	372 704
	<u>2 583 857 \$</u>	<u>2 022 099 \$</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>				
PRODUITS				
Commissions	60 696 \$	51 473 \$	172 780 \$	184 099 \$
Financement de sociétés	88 417	20 198	191 923	130 369
Négociation à titre de contrepartiste [note 6]	15 645	3 781	38 704	9 779
Intérêts	3 099	9 108	9 696	33 171
Divers	5 340	2 628	21 301	13 307
	<u>173 197</u>	<u>87 188</u>	<u>434 404</u>	<u>370 725</u>
CHARGES				
Rémunération au rendement	93 872	43 299	226 301	177 003
Charges de personnel	14 945	12 817	42 730	42 455
Frais de négociation	7 140	6 708	21 466	19 746
Locaux et matériel	6 228	6 549	18 214	18 291
Communications et technologie	5 838	6 277	16 572	18 979
Intérêts	631	2 568	1 968	9 881
Frais d'administration	13 609	19 827	37 195	58 715
Amortissement	1 904	2 751	5 731	6 865
Frais de développement	6 720	7 738	18 061	21 583
Rajustement à la juste valeur de titres de papier commercial adossé à des actifs	—	6 700	—	6 700
Programme de secours à l'intention des clients	—	5 347	—	5 347
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524	—	31 524
Frais de restructuration	—	7 520	—	7 520
	<u>150 887</u>	<u>159 625</u>	<u>388 238</u>	<u>424 609</u>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	22 310	(72 437)	46 166	(53 884)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices				
Exigibles	7 070	(7 769)	11 429	(17 910)
Futurs	127	(2 290)	3 766	15 343
	<u>7 197</u>	<u>(10 059)</u>	<u>15 195</u>	<u>(2 567)</u>
Bénéfice net (perte nette) de la période	<u>15 113 \$</u>	<u>(62 378)\$</u>	<u>30 971 \$</u>	<u>(51 317)\$</u>
Résultat de base par action [note 9 iv]]	0,31 \$	(1,27)\$	0,64 \$	(1,05)\$
Résultat dilué par action [note 9 iv]]	0,27 \$	(1,27)\$	0,56 \$	(1,05)\$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Bénéfice net (perte nette) de la période	15 113 \$	(62 378)\$	30 971 \$	(51,317)\$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(63)	(1 519)	(10 082)	(8 281)
Résultat étendu de la période	15 050 \$	(63 897)\$	20 889 \$	(59 598)\$

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Actions ordinaires au début de l'exercice	183 619 \$	111 142 \$
Actions émises	3 819	69 979
Actions annulées	–	(442)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [notes 9 et 10]	(11 691)	(13 839)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 10]	10 035	5 994
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	2 828	3 162
Actions ordinaires à la fin de la période	188 610	175 996
Surplus d'apport au début de la période	44 383	34 024
Excédent au rachat d'actions ordinaires	–	(340)
Rémunération à base d'actions [note 10]	4 742	9 509
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	154	(451)
Surplus d'apport à la fin de la période	49 279	42 742
Bénéfices non répartis au début de la période	160 868	222 597
Bénéfice net de la période	30 971	(51 317)
Dividendes	(2 813)	(13 457)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	189 026	157 823
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(16 166)	(10 319)
Autres éléments du résultat étendu de la période	(10 082)	(8 281)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(26 248)	(18 600)
Capitaux propres	400 667 \$	357 961 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	15 113 \$	(62 378)\$	30 971 \$	(51 317)\$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	1 904	2 751	5 731	6 865
Charge de rémunération à base d'actions	5 874	5 542	16 949	16 122
(Recouvrement) charge d'impôts sur les bénéfices futurs	127	(2 290)	3 766	15 343
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524	—	31 524
Gain découlant des titres de papier commercial adossé à des actifs et rajustement à la juste valeur	(4 559)	6 700	(4 559)	6 700
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Diminution (augmentation) des titres détenus	112 437	(16 974)	(271 752)	19 251
Diminution (augmentation) des débiteurs	670 252	425 012	(255 291)	606 405
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recevoir, déduction faite des impôts sur les bénéfices à payer	5 877	(9 295)	25 231	(17 614)
(Diminution) augmentation des titres vendus à découvert	(57 345)	46 927	245 822	48 351
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	(630 792)	(296 629)	329 681	(490 610)
Flux de trésorerie d'exploitation	118 888	130 890	126 549	191 020
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(6 454)	—	(11 691)	(13 839)
Dividendes versés	(2 770)	—	(2 770)	(13 457)
Diminution des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(308)	1 936	2 828	2 711
Remboursement d'une dette subordonnée	—	—	(10 000)	—
Émission d'actions au comptant, déduction faite des frais d'émission	—	—	—	66 462
Achat et annulation d'actions	—	—	—	(782)
Flux de trésorerie de financement	(9 532)	1 936	(21 633)	41 095
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achat de matériel et améliorations locatives	(993)	(5 267)	(1 558)	(8 024)
Acquisition d'Intelli	(1 199)	—	(1 199)	—
Produit à la vente d'un placement dans des titres de PCAA	18 537	—	18 537	—
Achat d'un placement dans des titres de PCAA dans le cadre du programme de secours à l'intention des clients, déduction faite des rachats	(8 666)	—	(6 905)	—
Flux de trésorerie d'investissement	7 679	(5 267)	8 875	(8 024)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(2 914)	3 396	(1 388)	721
Augmentation de la situation de trésorerie	114 121	130 955	112 403	224 812
Situation de trésorerie au début de la période	623 855	514 468	625 573	420 611
Situation de trésorerie à la fin de la période	737 976 \$	645 423 \$	737 976 \$	645 423 \$
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	782 576 \$	684 463 \$	782 576 \$	684 463 \$
Dette bancaire	(44 600)	(39 040)	(44 600)	(39 040)
	737 976 \$	645 423 \$	737 976 \$	645 423 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	579 \$	2 508 \$	1 806 \$	9 775 \$
Impôts sur les bénéfices payés	591	3 420	2 594	6 256

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. (auparavant Canaccord Capital Inc.) (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux mondiaux et les services de gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice (la perte) connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

I. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société au 31 mars 2009 et pour l'exercice terminé à cette date déposés dans SEDAR le 26 mai 2009 (les états financiers consolidés annuels vérifiés), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes visées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

Prises de position comptables récentes

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme harmonise les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, «Regroupements d'entreprises». Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées dans les états financiers. Elle fournit également des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. La Société doit appliquer cette norme de manière prospective pour les regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition sera le 1^{er} avril 2011 ou par la suite.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations sans contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard 27 révisée, «États financiers consolidés et individuels». Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1^{er} avril 2011.

L'adoption anticipée de ces normes avant le 1^{er} avril 2011 est permise, mais les trois normes doivent être adoptées en même temps. L'adoption de ces normes ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la transparence et la comparaison de l'information financière entre les pays. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société évalue actuellement l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada

peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires sur la comptabilisation et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels générés à l'interne.

La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Instruments financiers – informations à fournir

Le CNC a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir», afin d'accroître les exigences d'information concernant les évaluations à la juste valeur et la liquidité des instruments financiers. La Société a adopté ces nouvelles modifications au cours de l'exercice 2010 et cette information est incluse à la note 4.

Constatation des produits

La Société a introduit des frais d'administration pour le régime enregistré au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009.

Le revenu tiré de ces frais est reçu d'avance pour une période d'un an et est reporté et constaté dans les produits comme étant gagné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	31 décembre 2009		31 mars 2009	
	Titres détenus	Titre vendu à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	311 503 \$	311 023 \$	86 069 \$	72 315 \$
Actions et débiteures convertibles	93 034	13 854	47 622	7 111
	<u>404 537 \$</u>	<u>324 877 \$</u>	<u>133 691 \$</u>	<u>79 426 \$</u>

Au 31 décembre 2009, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2010 à 2060 (de 2009 à 2049 au 31 mars 2009) et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 14,00 % (de 3,00 % à 10,75 % au 31 mars 2009).

4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Au cours des périodes, les risques associés aux instruments financiers de la Société n'ont pas fait l'objet de modifications importantes par rapport à ceux décrits à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Des informations additionnelles au sujet des évaluations à la juste valeur des instruments financiers, tel qu'il est exigé par les récentes modifications apportées au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, sont présentées ci-dessous.

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours; le niveau 2, à des données observables autres que les cours; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	Valeur comptable		Juste valeur estimative		
	31 décembre 2009	31 mars 2009	Niveau 1	31 décembre 2009 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus à des fins de transaction ¹					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	782 576 \$	701 173 \$	782 576 \$	– \$	– \$
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	79 660	54 265	74 606	5 054	–
Placement dans des titres de PCAA [note 6]	28 239	35 312	–	–	28 239
Actifs financiers disponibles à la vente					
Placement ²	5 000	5 000	s.o.	s.o.	s.o.
Autres passifs financiers					
Dette subordonnée	15 000	25 000	15 000	–	–

1) La juste valeur de la dette bancaire, des débiteurs et des crédateurs et charges à payer de la Société se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur nature à court terme.

2) Le placement est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût, puisque le cours du marché n'est pas disponible. Comme la juste valeur estimative du placement ne peut être établie de façon fiable, elle ne figure pas dans le tableau ci-dessus.

5. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**Débiteurs**

	<i>31 décembre</i> 2009	<i>31 mars</i> 2009
Courtiers en valeurs mobilières	535 303 \$	331 930 \$
Clients	326 995	288 877
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	379 179	397 011
Divers	69 667	43 343
	<u>1 311 144 \$</u>	<u>1 061 161 \$</u>

Créditeurs et charges à payer

	<i>31 décembre</i> 2009	<i>31 mars</i> 2009
Courtiers en valeurs mobilières	659 383 \$	419 437 \$
Clients	988 817	923 902
Divers	145 923	126 030
	<u>1 794 123 \$</u>	<u>1 469 369 \$</u>

Les crédateurs comprennent une somme de 379,2 millions \$ (397,0 millions \$ au 31 mars 2009) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 décembre 2009, et respectivement de 5,50 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,20 % au 31 mars 2009).

6. PLACEMENT DANS DES TITRES DE PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS

	<i>31 décembre</i> 2009	<i>31 mars</i> 2009
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	28 239 \$	35 312 \$

En janvier 2009, la Société a reçu des billets de PCAA restructurés après la publication par la Cour supérieure de l'Ontario de l'ordonnance finale visant un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (LACC) (le plan). Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, aucun changement important n'avait été apporté au traitement comptable du placement dans des titres de PCAA. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui est entrée en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui, au moment de la clôture du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société à l'égard du PCAA. Cette décharge est entrée en vigueur aux États-Unis en vertu du chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis.

Rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne sera pas contestée dans le cadre de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire est considérée non valide ou inefficace, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le 21 décembre 2009, un jury d'audition de l'OCRCVM a accepté une entente de règlement entre le personnel de l'OCRCVM et Financière Canaccord Ltée concernant des questions entourant le PCAA, qui a donné lieu à un règlement de 3,1 millions \$. Ce montant avait été comptabilisé en grande partie au 30 septembre 2009 et, par conséquent, n'a pas eu d'incidence importante sur le bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009. Ce montant a été payé après le 31 décembre 2009.

Comme les billets de PCAA restructurés ont été peu négociés sur un marché actif depuis janvier 2009, il n'y a pas de valeur à la cote significative disponible. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles à la date de présentation. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, la Société a cédé son placement dans du PCAA d'une valeur comptable de 14,3 millions \$ pour un produit de 18,5 millions \$, ce qui s'est traduit par un gain de 4,2 millions \$ inclus dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Un rajustement de 0,3 million \$ a également été inclus dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation comprennent :

	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Taux d'intérêt moyen pondéré	0,29 %	4,72 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	6,03 %	6,83 %
Échéance des billets	de 7 à 18 ans	de 8 à 19 ans
Mauvaises créances	de 30 % à 100 %	de 25 % à 100 %

Le tableau qui suit présente le sommaire des transactions touchant le PCAA pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009 :

	<i>Montant</i>
Solde au 31 mars 2009	35 312 \$
Remboursements, montant net	(2 222)
Achats dans le cadre du programme de secours à l'intention des clients	9 127
Cession d'un placement	(14 276)
Rajustement à la juste valeur	298
Solde au 31 décembre 2009	28 239 \$

7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition fédéral et provincial combiné ou le taux d'imposition de l'État du fait des éléments qui suivent :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>
Impôts sur les bénéfices au taux estimatif prévu par la loi	6 772 \$	(22 595)\$	13 976 \$	(16 780)\$
Moins : recouvrement d'impôts provinciaux en vertu de l'International Finance Business Tax Refund Program	(208)	(336)	(389)	(336)
Moins : différence des taux d'imposition des administrations étrangères	(178)	(1 199)	(124)	(2 111)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	490	10 254	1 164	11 295
Variation de la provision pour moins-value liée aux pertes d'exploitation aux États-Unis	(223)	4 277	(2 920)	6 043
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	544	(460)	3 488	(678)
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	<u>7 197 \$</u>	<u>(10 059)\$</u>	<u>15 195 \$</u>	<u>(2 567)\$</u>

8. DETTE SUBORDONNÉE

	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	25 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM.

9. CAPITAL SOCIAL

	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Capital social		
Actions ordinaires	253 237 \$	249 418 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(28 083)	(30 911)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 10]	(36 544)	(34 888)
	<u>188 610 \$</u>	<u>183 619 \$</u>

Le capital social de Financière Canaccord Inc. se compose de ce qui suit :

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré*Actions ordinaires*

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant</i>
Solde au 31 décembre 2008	54 636 139	243 336 \$
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 10]	681 777	7 101
Actions annulées	(225 072)	(1 019)
Solde au 31 mars 2009	55 092 844	249 418
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 10]	311 684	3 819
Solde au 31 décembre 2009	55 404 528	253 237 \$

La Société a renouvelé son offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des affaires et a actuellement le droit d'acquérir, du 3 septembre 2009 au 2 septembre 2010, jusqu'à 2 767 974 de ses actions, qui représentent 5 % de ses actions en circulation au 28 août 2009. Aucune action n'avait été achetée dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires entre le 3 septembre 2009 et le 31 décembre 2009.

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur une période d'acquisition des droits pouvant atteindre jusqu'à cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>
Résultat de base par action				
Bénéfice net (perte nette) de la période	15 113 \$	(62 378) \$	30 971 \$	(51 317) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 147 301	49 073 032	48 376 433	48 656 116
Résultat de base par action	0,31 \$	(1,27) \$	0,64 \$	(1,05) \$
Résultat dilué par action				
Bénéfice net (perte nette) de la période	15 113 \$	(62 378) \$	30 971 \$	(51 317) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 147 301	49 073 032	48 376 433	48 656 116
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 811 007	2 810 989	3 811 007	2 810 989
Effet dilutif des options sur actions (nombre) [note 10]	412 594	-	26 563	-
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du programme de maintien en poste (nombre) [note 10]	-	616 205	-	616 205
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 10]	3 422 722	2 719 062	3 092 333	2 246 457
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (nombre) [note 10]	480 544	-	270 366	-
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	56 274 168	55 219 288	55 576 702	54 329 767
Résultat dilué par action	0,27 \$	(1,27) \$	0,56 \$	(1,05) \$

10. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS**Options sur actions**

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur marchande des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,91 \$ au 31 décembre 2009.

En mai 2009, la Société a attribué un total de 125 000 options sur actions à cinq administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 7,21 \$ l'action. Les droits rattachés aux options s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution.

En août 2009, les administrateurs indépendants de la Société ont approuvé l'attribution d'options sur actions à certains hauts dirigeants de la Société et de ses filiales. Un total de 2 099 993 options dont les droits s'acquièrent sur cinq ans ont été attribuées à un prix d'exercice de 9,47 \$ l'action. Les options arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : 1) sept ans après

la date d'attribution; 2) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; 3) après l'annulation, quelle qu'en soit la raison, des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis; ou 4) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulagation.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société attribuées aux administrateurs indépendants et aux hauts dirigeants au 31 décembre 2009 et des variations survenues au cours de l'exercice terminé à cette date.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
Solde au 31 décembre 2008	275 000	15,54 \$
Échues	(50 000)	16,31
Solde au 31 mars 2009	225 000	15,37
Attribuées	2 224 993	9,34
Solde au 31 décembre 2009	2 449 993	9,91 \$

La juste valeur de chaque option sur actions a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	<i>Attribution – août 2009</i>	<i>Attribution – mai 2009</i>	<i>Attribution – août 2008</i>	<i>Attribution – juin 2008</i>
Rendement de l'action	2,00 %	2,30 %	5,10 %	5,10 %
Volatilité prévue	44,00 %	44,00 %	30,00 %	30,00 %
Taux d'intérêt sans risque	2,45 %	2,45 %	2,32 %	2,32 %
Durée prévue	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009, des charges de rémunération respectives de 436 \$ et de 693 \$ ont été constatées (51 \$ et 152 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2008) relativement aux options sur actions ci-dessus.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement inaccessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unités d'actions temporairement inaccessibles, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Le coût des unités d'actions temporairement inaccessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009, des charges de rémunération respectives de 5,4 millions \$ et de 16,3 millions \$ ont été constatées (4,7 millions \$ et 13,5 millions \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2008) relativement au RILT.

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>
Attributions en cours au début de la période	5 447 251	3 881 558	4 602 385	2 221 578
Attributions	285 756	133 994	2 189 216	2 195 969
Actions dont les droits sont acquis	(169 425)	(128 100)	(1 228 019)	(530 095)
Attributions en cours à la fin de la période	5 563 582	3 887 452	5 563 582	3 887 452
	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	2 931 932	3 011 055	3 075 300	1 621 895
Actions acquises	680 119	–	1 328 700	1 706 903
Actions libérées à l'acquisition des droits	(124 386)	(97 898)	(916 335)	(415 641)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	3 487 665	2 913 157	3 487 665	2 913 157

II. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important relativement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les parties liées décrites ci dessus :

	31 décembre 2009	31 mars 2009
Débiteurs	44 297 \$	38 733 \$
Créditeurs et charges à payer	79 763	77 334

12. INFORMATION SECTORIELLE

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et Autre établissement étranger, et aux États-Unis.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre							
	2009				2008			
	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits	116 090 \$	51 733 \$	5 374 \$	173 197 \$	49 250 \$	33 532 \$	4 406 \$	87 188 \$
Charges	84 743	38,194	19 326	142 263	58 409	37 441	21 762	117 612
Amortissement	903	637	364	1 904	1 586	463	702	2 751
Frais de développement	2 464	3 216	1 040	6 720	4 251	2 312	1 175	7 738
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	-	-	-	-	31 524	-	-	31 524
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	27 980 \$	9 686 \$	(15 356)\$	22 310 \$	(46 520)\$	(6 684)\$	(19 233)\$	(72 437)\$

	Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre							
	2009				2008			
	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits	280 062 \$	132 056 \$	22 286 \$	434 404 \$	212 379 \$	135 229 \$	23 117 \$	370 725 \$
Charges	211 278	102 837	50 331	364 446	196 936	114 271	53 430	364 637
Amortissement	2 787	1 857	1 087	5 731	3 424	1 283	2 158	6 865
Frais de développement	7 195	7 734	3 132	18 061	12 056	5 256	4 271	21 583
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	-	-	-	-	31 524	-	-	31 524
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	58 802 \$	19 628 \$	(32 264)\$	46 166 \$	(31 561)\$	14 419 \$	(36 742)\$	(53 884)\$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2008</i>
Canada				
Produits	123 626 \$	57 907 \$	290 750 \$	247 580 \$
Matériel et améliorations locatives	28 791	29 285	28 791	29 285
Royaume-Uni				
Produits	26 420 \$	11 752 \$	61 120 \$	58 567 \$
Matériel et améliorations locatives	5 736	7 099	5 736	7 099
États-Unis				
Produits	22 817 \$	16 533 \$	80 133 \$	60 438 \$
Matériel et améliorations locatives	5 944	7 794	5 944	7 794
Autre établissement étranger				
Produits	334 \$	996 \$	2 401 \$	4 140 \$

13. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Au cours de la période, les engagements et éventualités de la Société n'ont pas fait l'objet de modifications importantes, sauf pour ce qui est de l'éventualité présentée ci-après, par rapport à ceux présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

- Financière Canaccord Ltée a été l'un des preneurs fermes d'un appel public à l'épargne de billets garantis de premier rang à 13 % de Redcorp Ventures Ltd. aux termes d'un prospectus daté du 5 juillet 2007. Le placement était pour un total de 142,0 millions \$ et Canaccord a participé à hauteur de 12,5 % de ce montant (17,8 millions \$). Un certain nombre d'entités ont donné avis aux preneurs fermes (y compris Canaccord) alléguant que les énoncés dans le prospectus qui décrivaient la sûreté relative aux obligations de Redcorp en vertu des billets étaient incorrects et constituaient, entre autres, des déclarations inexacts négligentes, auxquelles ces entités s'étaient raisonnablement fiées à leur détriment en décidant d'acheter les billets et que, par conséquent, les preneurs fermes (y compris Canaccord) étaient responsables de dédommager ces entités pour toutes les pertes ayant découlé de ces déclarations inexacts. Les arguments de défense opposables à ces allégations, à ces mises en cause et à la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.
- Comme en font état les états financiers consolidés annuels vérifiés, en 2002, une poursuite a été intentée devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario contre la Société et d'autres défendeurs, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. La demande comporte des allégations d'activités illégales exercées par deux anciens conseillers en placement de la Société, précédemment employés par l'autre courtier en valeurs mobilières mentionné dans la poursuite. La poursuite contre la Société et l'autre courtier en valeurs mobilières invoque, entre autres, l'absence de supervision des activités des conseillers en placement. Les dommages-intérêts réclamés sont de 27 millions \$. Au cours de la période terminée le 31 décembre 2009, cette poursuite a été rejetée pour défaut de fournir un cautionnement pour les dépens. Le délai pour appeler de cette décision n'est pas encore échu.

14. GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1^{er} octobre 2009, Canaccord Adams Limited, filiale en propriété exclusive de la Société, a fait l'acquisition d'Intelli Partners Limited et de sa filiale en propriété exclusive, Intelli Corporate Finance Limited (Intelli), société de courtage et de conseil aux entreprises située à Édimbourg, en Écosse, ayant des actifs nets à la juste valeur d'environ 5,8 millions \$, pour une contrepartie au comptant de 7,0 millions \$. Intelli cible les sociétés de placement et les sociétés du secteur de la gestion d'actifs.

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 3 février 2010, le conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,05 \$ par action payable le 10 mars 2010 aux actionnaires inscrits le 26 février 2010.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL :

Adresse du bureau :
Financière Canaccord Inc.
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, C.-B., Canada

Adresse postale :

P.O. Box 10337
Pacific Centre
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, C.-B., V7Y 1H2, Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE :

Bourse de Toronto : CF
AIM : CF.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES

ACTIONNAIRES :
Relations avec les investisseurs
2900 – 161 Bay Street
Toronto, Ont., Canada
Téléphone : 416 869 7293
Télécopieur : 416 947 8343
Courriel :
investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC

LES MÉDIAS :
Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : 416 869 3875
Courriel :
scott.davidson@canaccord.com

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS

MOBILIÈRES :

**Pour des renseignements sur l'information
financière, communiquer avec :**

Joy Fenney, Vice-présidente,
Relations avec les investisseurs
Financière Canaccord Inc.
2900 – 161 Bay Street
Toronto, Ont., Canada
Téléphone : 416 869 3515
Télécopieur : 416 869 7327
Courriel : joy.fenney@canaccord.com

Le rapport annuel 2009 de Financière
Canaccord Inc. est disponible sur notre site
Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com.
Pour un exemplaire imprimé, veuillez
communiquer avec le service des relations
avec les investisseurs.

DATES DE PUBLICATION DES RÉSULTATS ET DES DIVIDENDES¹ PRÉVUES POUR L'EXERCICE 2010

	<i>Dates de publication des résultats prévues</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/10	6 août 2009	Suspendu	Suspendu
T2/10	5 novembre 2009	20 novembre 2009	10 décembre 2009
T3/10	4 février 2010	26 février 2010	10 mars 2010
T4/10	19 mai 2010	4 juin 2010	15 juin 2010

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Pour de l'information sur les transferts
d'actions, les changements d'adresse, les
dividendes, les certificats d'actions perdus,
les formulaires d'impôt et les transferts de
succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. :

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ont., M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564 6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514 982 7555 (international)
Télécopieur : 1 866 249 7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416 263 9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits de
s'inscrire au Centre des investisseurs pour
avoir accès à un outil de gestion de compte
libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE :

Pour consulter de l'information
financière courante et archivée de la
Société, visiter le site Web à l'adresse
www.canaccordfinancial.com/fr/ir.

VÉRIFICATEUR :

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Vancouver, C.-B.

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :

www.canaccordfinancial.com

